

Conseils académiques d'enquête.
(Conseil supérieur d'enquête
de l'administration des sports.)

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'ordonnance du 27 juin 1944 relative à l'épuration administrative sur le territoire de la France métropolitaine, modifiée par l'ordonnance du 25 octobre 1944,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les conseils académiques d'enquête institués au chef-lieu de chaque académie par l'arrêté du 26 octobre 1944 sont compétents, hormis celui de l'académie de Paris, pour instruire le cas des fonctionnaires et agents publics de l'administration des sports (personnel administratif et enseignant relevant de l'ex-commissariat général à l'éducation générale et aux sports) susceptibles de faire l'objet de sanctions pour faits prévus par l'article 1^{er} de l'ordonnance du 27 juin 1944, à l'exception des fonctionnaires relevant directement du conseil supérieur d'enquête prévu à l'article 2 ci-après.

Ils s'adjoindront, pour l'examen de ces cas, un professeur ou moniteur d'éducation physique désigné par le ministre sur la proposition du recteur.

Ils transmettront leurs propositions motivées au conseil supérieur d'enquête prévu à l'article 2.

Art. 2. — Il est institué auprès du ministre de l'éducation nationale un conseil supérieur d'enquête de l'administration des sports chargé :

1^o D'instruire le cas des fonctionnaires de l'administration centrale des sports, des inspecteurs généraux des sports, des directeurs régionaux et des fonctionnaires des établissements d'enseignement dépendant directement de l'administration des sports ;

2^o De centraliser les avis des conseils d'enquête académiques, en ce qui concerne le personnel dépendant de l'administration des sports, et d'en coordonner la jurisprudence ;

3^o De fonctionner comme conseil académique d'enquête à l'égard des fonctionnaires et agents publics de l'administration des sports du ressort de l'académie de Paris.

Il ordonnera telle mesure complémentaire d'enquête qu'il jugera opportune et disposera des mêmes pouvoirs d'instruction que les conseils académiques d'enquête.

Il transmettra au ministre de l'éducation nationale ses propositions concernant les fonctionnaires relevant directement de sa juridiction et les dossiers dont il aura été saisi par les conseils académiques d'enquête avec avis conformes ou avis divergents motivés.

La composition du conseil supérieur d'enquête sera fixée par arrêté du ministre de l'éducation nationale.

Art. 3. — Les membres du conseil supérieur d'enquête ne pourront éléger dans les affaires où ils sont plaignants ou témoins.

Fait à Paris, le 3 novembre 1944.

RENÉ CAPITANT.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL
ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE**

**Divisions des inspections divisionnelles
du travail et de la main-d'œuvre.**

Par arrêté en date du 17 octobre 1944, l'article 3 de l'arrêté du 24 novembre 1941 fixant la composition des circonscriptions d'inspections divisionnelles du travail et de la main-d'œuvre a été modifié ainsi qu'il suit :

- 1^{re} circonscription (Orléans). — Loiret, Eure-et-Loir, Loire-et-Cher, Cher.
- 2^e circonscription (Dijon). — Côte-d'Or, Yonne, Nièvre, Saône-et-Loire, Jura, Doubs, territoire de Belfort, Haute-Saône.

• 10^e circonscription (Angers). — Maine-et-Loire, Loire-Inférieure, Mayenne, Sarthe, Indre-et-Loire.

• 11^e circonscription (Poitiers). — Vienne, Deux-Sèvres, Vendée, Charente-Maritime, Charente.

• 12^e circonscription (Bordeaux). — Gironde, Landes, Basses-Pyrénées.

• 13^e circonscription (Toulouse). — Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées, Gers, Lot-et-Garonne, Lot, Tarn-et-Garonne, Tarn, Ariège.

• 16^e circonscription (Lyon). — Rhône, Loire, Ardèche, Drôme, Isère, Savoie, Haute-Savoie, Ain.

• 17^e circonscription (Clermont-Ferrand). — Puy-de-Dôme, Cantal, Haute-Loire, Allier.

• 18^e circonscription (Limoges). — Haute-Vienne, Dordogne, Corrèze, Creuse, Indre.

**Délimitation des sections territoriales
d'inspection du travail.**

Par arrêté en date du 18 octobre 1944, la délimitation des sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices du travail des circonscriptions ci-après indiquées a été modifiée, à titre provisoire, dans les conditions ci-dessous :

2^e CIRCONSCRIPTION

3^e section.

• Cher. — Partie de Bourges située à l'Est d'une ligne formée par la route de Saint-Amand, la rue de Dun, la rue Jean-Brassier, la rue Moyenne, la rue du Commerce, l'avenue Jean-Jaurès, le boulevard de l'Hôpital et la route de Paris.

• Arrondissement de Bourges : partie du canton de Bourges située à l'Est des routes nationales nos 140 et 141 ; cantons de Vailly-sur-Sauldre, Léré, Henrichemont, Sancerre, les Aix-d'Angillon, Sancerres, Baugy.

• Arrondissement de Saint-Amand-Mont rond : cantons de Saint-Amand, Nérondes, la Guerches-sur-Aubois, Saincoins, Dun-sur-Auron, Charenton-sur-Cher.

• Résidence de l'inspecteur ou de l'inspectrice : Bourges.

7^e section.

• Cher. — Partie de Bourges située à l'Ouest d'une ligne formée par la route de Saint-Amand, la rue de Dun, la rue Jean-Brassier, la rue Moyenne, la rue du Commerce, l'avenue Jean-Jaurès, le boulevard de l'Hôpital et la route de Paris.

• Arrondissement de Bourges : partie du canton de Bourges située à l'Ouest des routes nationales nos 140 et 141 ; cantons d'Argent-sur-Sauldre, Aubigny-sur-Nère, la Chapelle-d'Angillon, Vierzon-Ville, Graçay, Lury-sur-Arnon, Saint-Martin-d'Auxigny, Mehun-sur-Yèvre, Charost, Level.

• Arrondissement de Saint-Amand-Mont rond : cantons de Châteauneuf-sur-Cher, Lignières, le Châtelet, Châteaumeillant, Saulzais-le-Polier.

• Résidence de l'inspecteur ou de l'inspectrice : Bourges.

3^e CIRCONSCRIPTION

1^{re} section.

• Côte-d'Or. — Arrondissement de Dijon : cantons Nord et Est de Dijon.

• Résidence de l'inspecteur ou de l'inspectrice : Dijon.

7^e section.

• Doubs. — Arrondissement de Besançon : cantons de Malche, Clerval, le Russey, de l'arrondissement de Montbéliard.

• Résidence de l'inspecteur ou de l'inspectrice : Besançon.

8^e section.

• Arrondissement de Pontarlier.

• Résidence de l'inspecteur ou de l'inspectrice : Besançon.

9^e section.

• Jura.

• Résidence de l'inspecteur ou de l'inspectrice : Lons-le-Saulnier.

10^e section.

• Haute-Saône.

• Résidence de l'inspecteur ou de l'inspectrice : Vesoul.

11^e section.

• Saône-et-Loire. — Arrondissements de Chalon-sur-Saône et d'Autun.

• Résidence de l'inspecteur ou de l'inspectrice : Chalon-sur-Saône.

12^e section.

• Saône-et-Loire. — Arrondissements de Mâcon et de Charolles.

• Résidence de l'inspecteur ou de l'inspectrice : Mâcon.

13^e section.

• Nièvre. — Arrondissement de Château-Chinon, moins le canton de Luzy ; arrondissement de Clamecy ; cantons de Cosne, la Charité, Pougues, Pouilly, Saint-Amand, de l'arrondissement de Nevers.

• Résidence de l'inspecteur ou de l'inspectrice : Nevers.

14^e section.

• Nièvre. — Arrondissement de Nevers, moins les cantons de Cosne, la Charité, Pougues, Pouilly, Saint-Amand ; canton de Luzy de l'arrondissement de Château-Chinon.

• Résidence de l'inspecteur ou de l'inspectrice : Nevers.

15^e section (inspectrice).

• Côte-d'Or. — Villes de Dijon et de Beaune.

• Saône-et-Loire. — Ville de Chalon-sur-Saône.

• Dans l'étendue des départements de la Côte-d'Or, de l'Haute-Saône et de Saône-et-Loire : contrôle de l'application des dispositions légales et réglementaires relatives au travail des ouvriers et ouvrières à domicile.

• Résidence de l'inspecteur ou de l'inspectrice : Dijon.

10^e CIRCONSCRIPTION

11^e section.

• Indre-et-Loire. — Partie du département située au Sud de la Loire, moins la ville de Tours.

• Résidence de l'inspecteur ou de l'inspectrice : Tours.

11^e CIRCONSCRIPTION

1^{re} section.

• Vienne. — Ville de Poitiers, communes de Crouelle, Fontaine-le-Comte, Ligugé et Saint-Benoit, du canton de Poitiers ; cantons de Lusignan, Saint-Julien-l'Ars, la Villedieu et de Vivonne, de l'arrondissement de Poitiers ; arrondissement de Montmorillon.

• Résidence de l'inspecteur ou de l'inspectrice : Poitiers.

2^e section.

• Vienne. — Communes de Migné et de Biard, du canton de Poitiers ; cantons de Mirebeau, Neuville, Saint-Georges et Vouillé, de l'arrondissement de Poitiers ; arrondissement de Châtellerauld.

• Résidence de l'inspecteur ou de l'inspectrice : Poitiers.

7^e section.

• Charente.

• Résidence de l'inspecteur ou de l'inspectrice : Angoulême.